

Capes et agrégations : une baisse des places dans le second degré

La première session de l'ère Macron rompt avec la tendance à la hausse du précédent quinquennat

Moins d'enseignants dans les collèges et lycées, alors que le nombre d'élèves augmente : la prédiction est partagée par nombre d'enseignants depuis qu'ils connaissent le détail des postes ouverts, en 2018, aux concours du second degré. Publiée au *Journal officiel* le 29 novembre, la répartition rompt avec la tendance à la hausse sous la gauche : 5 833 places seront proposées en 2018 pour le Capes externe, contre 7 315 l'an dernier, dont 6 011 ont été pourvues. Pour l'agrégation, ces places passent à 1 555, contre 1 920 en 2017, dont 1 709 pourvues. La précision compte : les postes réellement pourvus sont l'argument invoqué, pour justifier l'évolution.

Le ministère de l'éducation l'avait évoqué en novembre, lors de la présentation du budget 2018,

faisant état de la suppression à venir de 2 600 emplois de stagiaires non pourvus en 2017, sans impact en classe, promettait-il. Devant le Sénat, le 9 novembre, M. Blanquer a défendu cette logique, en rupture avec les 60 000 créations de postes de l'ère Hollande : « Nous avons les moyens (de recruter) en termes quantitatifs ; à nous d'organiser les choses autrement pour atteindre l'objectif qualitatif. »

La priorité « va au premier degré », plaide l'entourage du ministre. Une « priorité supposée » à vérifier lorsqu'on connaîtra, dans les semaines à venir, le nombre de places ouvertes au concours du professorat des écoles, rétorquent les syndicats d'enseignants, peu convaincus. S'il ne s'agissait que de redimensionner le concours à son « rendement effectif », comme on l'assure Rue de Grenelle, seules

les disciplines déficitaires – qui ne font pas le plein de candidats – seraient concernées par la baisse. Or ce n'est pas le cas. En éducation physique par exemple, l'horizon se réduit à 630 postes, quand 800 ont été pourvus l'an dernier. Idem en arts plastiques, avec 125 postes ouverts en 2018, pour 165 pourvus en 2017. Au capes externe d'histoire-géographie, 540 places sont offertes (contre 680 l'an dernier, tous pourvus) ; 327 en SVT (contre 424 en 2017, tous dotés).

« Alchimie hautement politique »

« La diminution ne se limite pas aux disciplines qui peinent le plus à recruter », observe le SNES-FSU, en citant le cas des lettres classiques (183 places en 2018), des mathématiques (1183 places) ou de l'anglais (949 places) – les domaines pour lesquels l'institution assure qu'un

Les syndicats redoutent un très mauvais signal adressé aux étudiants

« effort particulier » a été fait. Idem de l'allemand, qui bénéficie de 275 postes au capes externe, quand 125 ont été couverts en 2017.

Une iniquité de traitement ? « L'arithmétique des postes aux concours relève d'une alchimie hautement politique », explique le juriste Bernard Toulemonde. Elle tient compte de facteurs objectifs comme le budget, les départs en retraite, le nombre de filières, de classes, d'élèves... mais aussi de facteurs plus politiques : les pres-

sions des disciplines, qui s'expriment par le biais de l'inspection générale ou des syndicats. »

Les syndicats insistent sur les facteurs pragmatiques. « Avec 20 000 élèves de plus en 2018, et une pression démographique maintenue jusqu'en 2022, on s'attend à des classes extrêmement chargées », note Frédérique Rolet, du SNES-FSU, qui dit redouter des « économies sur le lycée » dont la réforme commence juste à être esquissée. Le SE-UNSA a, lui aussi, sorti la calculatrice : « Avec des diminutions de 14 % pour toutes les voies de tous les concours du second degré, et de 20 % pour les seuls concours externes, la première session de l'ère Macron rompt avec la politique volontariste de recrutement des dernières années », regrette son porte-parole, Stéphane Crochet. Rupture, certes ; mais vi-

rage ? En campagne, le candidat Macron s'était engagé à réduire de 120 000 le nombre de fonctionnaires tout en « sécurisant » le budget de l'éducation nationale. Il avait même évoqué de « 4 000 à 5 000 postes » créés au cours du quinquennat – pour les dédoublements de classes dans l'éducation prioritaire notamment.

Si les syndicats reconnaissent que le budget 2018 est à la hausse (+1,3 milliard d'euros), elles redoutent un « très mauvais signal » adressé aux étudiants. « Quand on s'engage dans cinq années d'études pour devenir prof, on a besoin de savoir qu'on a une chance d'être embauché », observe M. Crochet. Et de rappeler que, « sous Sarkozy, on avait deux fois moins de postes ouverts aux concours, et [qu']on peinait, pourtant, à recruter ». ■

MATTEA BATTAGLIA